Norois

Environnement, aménagement, société

190 | 2004/1

Varia

La quête du territoire de la Nation : de l'empire du Canada à la Terre-Québec

Frédéric Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/62>

DOI : 10.4000/norois.62

ISBN : 978-2-7535-1538-3

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2004

Pagination : 9-24

ISBN : 978-2-86847-939-6

ISSN : 0029-182X

Référence électronique

Frédéric Lasserre, « La quête du territoire de la Nation : de l'empire du Canada à la Terre-Québec », *Norois* [En ligne], 190 | 2004/1, mis en ligne le 12 décembre 2008, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/norois/62> ; DOI : 10.4000/norois.62

Ce document a été généré automatiquement le 14 novembre 2019.

© Tous droits réservés

La quête du territoire de la Nation : de l'empire du Canada à la Terre-Québec¹

Frédéric Lasserre

- 1 Les représentations territoriales francophones au Canada sont plurielles : elles ont considérablement varié depuis Champlain et la fondation de Québec en 1608. La notion d'État-Nation québécois est encore plus récente. Le fait français en Amérique du Nord commence avec l'idée d'une Nouvelle-France à l'échelle du continent. C'est l'époque d'une étendue conquise mythique, du Canada, empire continental de l'Atlantique aux Rocheuses, achevée en 1760 avec la chute de Québec et la reddition des troupes françaises. Ce fut la fin de l'âge d'or. Plus tard ont émergé les représentations de l'espace canadien-français, qui correspondait aux territoires qu'habitaient les francophones. La notion de nation québécoise, peuple d'un Québec perçu comme son territoire national, remonte au début des années 1960. Elle s'est accompagnée d'un discours gouvernemental qui instrumentalisait le territoire aux fins d'un développement économique encadré par l'État québécois, un développement qui lui-même justifiait l'affirmation de la souveraineté nationale sur le territoire du Québec et servait la politique d'affirmation nationale du gouvernement québécois.
- 2 Des grandes étendues continentales au territoire national québécois, l'image du domaine des francophones du Canada a ainsi subi de considérables évolutions. Celles-ci illustrent le caractère mouvant de la représentation qu'un groupe se construit de lui-même et de son territoire. Saisir l'évolution de ces représentations canadienne, puis canadienne-française, puis québécoise, permet de cerner les débats et les enjeux identitaires qui naissent au sein de cette société, et de mieux comprendre leur relation avec les enjeux qui leur étaient associés, des enjeux de pouvoir sur des espaces à définir.

L'archipel retrouvé et l'Empire perdu

- 3 Le souvenir de l'Empire, c'est aussi celui d'un immense espace parcouru, celui des coureurs des bois, artisans du commerce des fourrures, personnages légendaires bien

présents dans l'imaginaire québécois ; c'est celui des explorateurs, des voyages de Cartier en 1534, de Champlain de 1603 à 1616, Marquet et Jolliet en 1673, de La Vérendrye de 1731 à 1743, des découvertes du Mississippi, des Rocheuses. C'est leur souvenir et celui de leurs explorations qui nourrissent le sentiment que le Canada, c'est un héritage et une invention canadiens-français.

- 4 Lorsque le premier ministre René Lévesque rappelait que les Rocheuses ont été découvertes par des Français, lorsqu'il signalait qu'il avait un pincement au cœur à l'idée de briser le Canada, il témoignait simplement que l'Empire de la Nouvelle-France hantait encore l'imaginaire des Québécois. Lorsque Jean Chrétien pressait ces derniers de demeurer Canadiens, « de ne pas détruire notre beau pays, le Canada », il touchait des cordes sensibles, il réveillait des attachements réels (Balthazar, 1986 : 180).

« Ma mère disait [...] “nous, les Canadiens” et “eux, les Anglais”. [...] Mon père n'était pas capable de passer de la notion de Canada à celle de Québec. Dans son esprit, ça rapetissait le territoire. “Les Rocheuses nous appartiennent...” disait-il. »
Pierre Bourgault, fondateur du RIN (Rassemblement pour l'Indépendance Nationale)².

- 5 La réflexion de Brimelow semble aller dans le même sens : « [Cette] vision d'une nation francophone fantôme, s'étendant à travers le Canada, est en déclin. Ceci signifie que [les Canadiens-français] sont finalement en train d'abandonner le rêve d'un Canada de caractère français. Il semblait à portée de main, et le souvenir des “voyageurs” est cher à un peuple féru d'histoire » (Brimelow, 1986 : 198).

La stratégie de l'Église

- 6 À l'issue de la conquête, en 1763, les Britanniques ont créé la *Province of Quebec*, un territoire rogné, minuscule par rapport aux immensités de la Nouvelle-France, mais qui était nettement délimité. En 1774, sous la pression de la révolution américaine qui s'annonçait, les Britanniques, par l'Acte de Québec, ont considérablement étendu le territoire de la Province de Québec, lui ont accordé le statut de Colonie et ont désigné les Canadiens comme légitimes « habitants du pays » (fig. 1). Certes, les Canadiens d'alors ne se reconnaissaient guère dans cet État qu'on leur donnait. D'abord pour des raisons politiques : les Britanniques contrôlaient malgré tout les règles du jeu, puis ont divisé le Québec en deux avec l'Acte Constitutionnel de 1791 afin de satisfaire aux exigences des colons britanniques. Surtout, « le Canadien, contrairement à l'Américain, n'est pas originellement [...] un animal politique : il ne s'installe pas en Canada avec l'intention farouche de s'organiser en société, d'y fonder un État. [...] Par contraste, les Anglais qui débarquent en 1620 dans la baie de Cape Cod se resserrent aussitôt collectivement en *Common Wealth* » (Weinmann, 1987 : 121).

Figure 1 : Évolution du territoire québécois

- 7 L'administration française n'a eu de cesse de lutter contre les départs des « coureurs des bois », véritable dilemme qu'elle n'a su résoudre : comment coloniser la Nouvelle-France et développer l'agriculture lorsque les forces vives abandonnent leur parcelle de terre et s'enfoncent dans l'intérieur du continent, en quête des fourrures si recherchées ? « Les Canadiens touchent déjà presque aux Rocheuses quand les Américains s'avisent de franchir la barrière des Allegheny et des Appalaches » (Weinmann, *op. cit.* : 192). L'espace canadien, c'était, plus encore qu'aujourd'hui, un espace vierge, non aménagé, immense mais parcouru. L'espace des Américains d'alors, des Britanniques, était un espace borné, un pays, basé sur une économie agricole. La société canadienne-française de la fin du XVIII^e siècle, non encore soumise à l'Église qui l'a exhortée plus tard à prendre racine, ne pouvait s'identifier à l'espace restreint que les conquérants britanniques lui remettaient.
- 8 Cependant, si les élites francophones ne se sont guère identifiées dans le territoire que leur accordaient les autorités britanniques, les éléments laïcs et libéraux se sont efforcés de profiter des rouages démocratiques institués par Londres pour tenter de faire progresser leur cause. L'expérience tourne mal, et l'échec de la Révolte des Patriotes de 1837 marque la fin d'une stratégie laïque et politique de résistance aux Britanniques.
- 9 Beaucoup plus que la Conquête de 1760, c'est la défaite des élites francophones libérales qui marque le point de rupture dans l'évolution sociale du Canada français. Le rôle de la chute de Québec est grossi, au point que, deux cents ans après, c'est par cet événement que les nationalistes expliquent les maux du Québec, y compris la dégradation de la langue française, l'échec scolaire, voire le faible dynamisme industriel des Québécois jusque dans les années 1970. Or, dès 1774, les Canadiens français se sont vus reconnaître des droits civiques, un territoire agrandi, le droit d'exercer leur religion et de pratiquer leur langue. Certes, politiquement les francophones étaient dominés par les

Britanniques ; mais une grande continuité sociale doit être soulignée au Bas-Canada, après 1763 jusqu'aux années 1840. En particulier, l'indocilité des Canadiens à l'égard de l'Église contraste avec l'image que l'on donne généralement de la société canadienne-française à cette époque, celle d'une théocratie fort conservatrice. La Révolte de 1837 a profondément divisé cette société et a marqué l'exil, l'emprisonnement et la défaite des élites progressistes et libérales.

- 10 L'Église a su profiter du vide social ainsi créé et du traumatisme qu'a provoqué l'Acte d'Union de 1841 pour imposer son rôle politique et tenter de réaliser son rêve ultramontain. À la recherche d'élites susceptibles de prendre le relais des Patriotes, convaincus que le combat politique est inefficace contre les Britanniques, les Canadiens français trouvent refuge auprès d'un clergé conservateur et agriculturaliste. Celui-ci a encouragé une forte natalité (jusqu'à 55 pour mille au XIX^e siècle) afin d'assurer un accroissement démographique qui permettrait d'assurer aux Canadiens-français de demeurer majoritaires sur leurs terres, un phénomène appelé la « revanche des berceaux » et qui a caractérisé la démographie canadienne-française jusque dans les années 1950.
- 11 L'idéologie agriculturaliste de l'Église a pris sa pleine mesure à partir de la prise du pouvoir par le clergé. À l'opposé de la partance, de la dérive continentale des coureurs des bois, cette idéologie supposait l'enracinement, la prise de possession d'un territoire, sa mise en valeur agricole systématique. Elle se souciait de modeler, de façonner le territoire. Le modèle des « habitants », de l'espace cadastré, contrôlé, borné de la vallée du Saint-Laurent, qu'avaient tenté d'imposer les intendants du Roi à une frange rebelle de la société, s'est étendu dès lors à la majorité des francophones.
- 12 La stratégie territoriale de l'Église a été confrontée au défi de l'immigration anglophone. Réduite politiquement à une infime portion de l'ancienne et immense Nouvelle-France, la colonie britannique à majorité canadienne-française du Bas-Canada vit son espace réduit sur le terrain également par l'implantation des colons Loyalistes au sud et dans l'ouest de la vallée du Saint-Laurent. De nombreuses régions du Bas-Canada devinrent majoritairement anglophones entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle. Cette stratégie de la *survivance* prend tout son sens lorsque l'on pense que la Nouvelle-France comptait 70 000 habitants en 1763, face aux 2 millions des Treize Colonies. L'exode rural, les débuts de la Révolution Industrielle ont, par la suite, provoqué l'émigration de nombreux Canadiens-français vers la Nouvelle-Angleterre. On parle d'environ 700 000 à 800 000 départs, de 1861 à 1931. Cette partance repose, là encore, sur l'insouciance des frontières d'État. Pour les francophones d'alors, le territoire du Canada français, c'était encore l'Amérique, surtout quand s'y trouvait la promesse d'un travail et de meilleures conditions de vie. L'Église s'est donc efforcée de consolider l'emprise territoriale francophone dans les campagnes de la vallée du Saint-Laurent. Puis, face à une émigration vers les États-Unis qui, pensait-on, faisait perdre les forces vives de la Nation, elle a tenté de mettre à profit ce courant migratoire en le dérivant vers le Nord du Canada, puis le Nord du Québec.
- 13 Les francophones du XIX^e siècle considéraient encore l'Amérique du Nord comme leur domaine. Les « Pays d'en haut » étaient l'arrière-pays vaste et indéfini du cœur qu'est le Saint-Laurent. La colonisation à l'Ouest, dans l'esprit de certains intellectuels et du clergé, devait permettre à la « nation canadienne-française » de reprendre « pied à pied » les terres qui lui avaient été arrachées par le conquérant britannique : la représentation territoriale *canadienne* de l'espace parcouru de la Nouvelle-France était ainsi récupérée au

profit d'une représentation *canadienne-française* d'un espace à coloniser, qui serait francophone non par la vertu d'un gouvernement, puisque la sphère du politique demeurerait entre les mains des Britanniques, mais grâce au nombre des colons. La représentation continentale des Canadiens, constituée des espaces arpentés, s'est doublée d'une dimension démographique à la fin du XIX^e siècle : leur territoire serait celui qu'ils habiteraient. Dès lors, c'est vers les espaces encore à mettre en valeur que les efforts de colonisation portèrent : vers le Nord. « Cette Terre Promise du Nord fait revivre une nostalgie française et québécoise du continent perdu » (Louder et Waddell, 1983 : 4).

- 14 Ainsi s'est développé, dans le Québec de la seconde moitié du XIX^e siècle, un imaginaire territorial reposant sur les « pays d'en haut » et d'au-delà. « Nous sommes nordiques : on nous l'a suffisamment rappelé », rappelle J.-C. Falardeau, dans sa préface de *La Terre Promise : le Mythe du Nord québécois*. « Nous sommes la tête aimantée d'une boussole démesurée », ajoute l'écrivain P. Morency (dans Morissonneau, 1978 : 81).
- 15 D'un côté, un expansionnisme sans limite, gage de vitalité ; de l'autre, un repli sur soi, un rétrécissement territorial, gage de conservation. Ces deux stratégies ont coexisté, sur deux chemins parallèles, parfois dans le discours d'un même idéologue, car la collectivité était perçue comme un être vivant qui devait se fortifier et s'étendre. Un dénominateur commun : la nostalgie de l'Empire perdu, et le rêve d'une reconquête lente et patiente.

« Emparez-vous du sol »

- 16 Cette idée d'expansion nordique, de prise de possession d'immenses territoires, non par une délimitation de frontières, puisque l'autorité politique échappait aux francophones, mais par la colonisation agricole et la croissance démographique rapide qui caractérisait alors les Canadiens français, n'allait cependant pas de soi. L'image du Nord était mauvaise, négative : c'était un environnement perçu comme particulièrement hostile, contre lequel le colon devait se battre sans cesse.
- 17 « J'ai longtemps été frappé, dans la poésie canadienne, par un sentiment de terreur profonde inspiré par la nature », rapporte Northrop Frye (dans Clift, 1989 : 20). « La vie dans le rude environnement canadien semblait donner la preuve, dans l'esprit des colons épuisés, qu'ils avaient été disgraciés et chassés du paradis » (*Ibid.* : 22). Cette perception d'un Nord hostile était renforcée par les récits des Amérindiens, soucieux de voir la pénétration de l'homme blanc limitée, puis par les marchands de bois et de fourrures des Compagnies³, qui n'avaient pas intérêt à voir une population sédentaire et agricole s'implanter dans leurs concessions. Des montagnes infranchissables s'étendaient, rapportait-on, au nord de Saint-Jérôme, encore aujourd'hui indiqué comme la *Porte du Nord*. Au-delà s'étendait un grand désert glacé ; l'une des premières paroisses à s'ouvrir dans l'arrière-pays de la Gatineau fut justement nommée Notre-Dame-du-Désert.
- 18 Le clergé et les partisans laïcs de l'expansion territoriale du Canada français poursuivirent leurs efforts. La stratégie de reconquête démographique porta peu à peu ses fruits au Québec. Dans la première moitié du XIX^e siècle, les Cantons de l'Est étaient peuplés très majoritairement de Loyalistes, peu favorables à la présence de francophones, aussi l'expansion vers ces régions était-elle considérée comme un pis-aller parce que potentiellement peu « rentable ». Dans les faits, il s'est agi d'une remarquable reconquête territoriale : les francophones y sont aujourd'hui largement majoritaires. De même, Montréal, métropole commerciale anglophone dès 1825, est redevenue majoritairement

francophone vers 1871. La propagande colonisatrice de l'époque illustre parfaitement la dimension territoriale des projets de mise en valeur des terres du nord du Canada : « Emparons-nous du Nord... Le Nord sera le domaine, la force de notre race » (Abbé Caron, 1913, cité par Sénécal, 1989 : 311). « [Les Canadiens apparaissent comme possédés du] désir de reconquérir pied à pied, et par la voie de l'expansion naturelle, tout le terrain qui leur a été enlevé par la conquête, de l'Atlantique aux Montagnes Rocheuses » (Buies, 1900 : 89). « Conquérez la terre, emparez vous du sol ! » (H. Nantel, député de Terrebonne, 1894, dans Morissonneau, *op. cit.* : 73).

- 19 Pour Rameau de Saint-Père, théoricien de ce mouvement de prise de contrôle du territoire par la colonisation, l'espace destiné à devenir canadien-français, c'est l'ensemble de l'Ouest non américain, c'est le nord continental, la moitié de l'Empire qui n'a pas été annexée par le voisin du Sud. Rameau rêvait d'une expansion-revanche, de l'occupation intégrale de cet espace, tout en confinant les Britanniques dans l'ancien territoire du Haut-Canada. Le curé Labelle, plus réaliste apparemment sur les possibilités agricoles du Nord, entrevoyait lui aussi une vaste expansion vers l'Ouest, devenu territoire canadien depuis la publication du projet de Rameau : « Si nous nous emparons du Nord, nous serons maîtres de la situation, parce que nous aurons une position géographique inexpugnable. En nous emparant du sol, depuis la vallée de l'Outaouais jusqu'à Winnipeg, nous empêchons qu'on nous passe sur le dos pour aller à la baie d'Hudson » (Proulx, 1885 : 53). Il s'agissait « d'ouvrir un domaine, de la baie d'Hudson aux Rocheuses, qui appartint en propre et qui fût comme le rempart, l'asile invulnérable de la nationalité franco-canadienne » (Buies, 1889 : 36).
- 20 Dans les faits, ces projets se sont rapidement limités à la Province et à son prolongement nordique, soit le futur Québec dans ses frontières de 1912. Arthur Buies donnait la priorité à la colonisation de la vallée de l'Outaouais. Il y voyait la possibilité de donner de la profondeur à l'espace canadien-français : « Sans le Nord en effet, et surtout sans la vallée de l'Outaouais qui complète sa charpente, [...] la province ne serait qu'une longue lisière étroite, que ne protège aucune barrière naturelle, sur les bords du Saint-Laurent » (Buies, *op. cit.* : 206).
- 21 On peut voir au moins deux bonnes raisons à ce phénomène, raisons d'ailleurs liées : tout d'abord, le peuplement rapide des Prairies, favorisé par une politique volontariste du gouvernement fédéral, laissait de moins en moins de terres vierges pour une colonie nouvelle. De plus, les années de 1870 à 1885 ont été marquées par les tentatives des Métis francophones de la Rivière Rouge de former d'abord une Province canadienne, au Manitoba, puis une République indépendante, en Saskatchewan, d'où seraient virtuellement exclus les colons anglophones. La bataille de Batoche, en 1885, a marqué la fin du rêve francophone d'établir un foyer de peuplement important à l'Ouest de l'Ontario. Le retentissement au Québec de la pendaison de Riel, le chef métis, illustre bien l'ampleur de la déception. De majoritaires qu'ils étaient en 1870, les francophones ne formaient plus qu'environ 20 % de la population du Manitoba vers 1890. La colonisation du Nord n'a pas permis la reconquête d'un domaine continental ; en revanche, elle a certes permis l'extension de l'œkoumène francophone en dehors de la vallée du Saint-Laurent vers le Nord, expansion territoriale à base agraire dont le dernier avatar a été la mise en valeur de l'Abitibi dans les années 1920.
- 22 La représentation canadienne-française d'un territoire, contrôlé par les francophones de façon apolitique certes, mais réelle de par la présence des colons, a été bâtie sur les ruines de la représentation de l'Amérique française et de ses espaces parcourus. Le français et le

catholicisme constituaient le ciment des divers foyers de peuplement francophones, parfois dispersés au sein de vastes espaces inhabités ou peuplés par des non-francophones. Mais cette représentation s'est délitée avec l'avènement de la Révolution Tranquille des années 1960, marquée par le déclin de l'emprise du clergé catholique, la rapide mutation des valeurs sociales et la modernisation de l'État québécois, désormais perçu comme un levier gouvernemental susceptible de promouvoir les intérêts propres des francophones au Québec. La Révolution Tranquille marque l'émergence de la notion de nation québécoise sur un territoire national, le Québec.

L'explosion des représentations francophones

- 23 Illustrant cette nouvelle mutation de la représentation territoriale des francophones, le thème de l'Amérique française ne fait plus recette au Québec. La représentation qu'elle suppose d'une métropole culturelle québécoise assurant la coordination entre régions de culture française n'est justement pas celle du Québec. L'histoire de la Louisiane y est perçue par le Québec comme un témoin de ce qui peut arriver lorsque la communauté refuse ou se révèle incapable de prendre son destin politique en main. La Louisiane est une culture devenue folklore, une région d'où la langue française a pratiquement disparu : de ce fait, elle embarrasse le Québec (Waddell, 1983 : 207). Les francophones hors-Québec regrettent d'être « abandonnés » par le gouvernement québécois. C'est que cette représentation de l'Amérique francophone qui va de pair avec celle de l'héritage canadien, si elle demeure présente aussi au Québec, n'en garde pas moins une fonction de curiosité, de nostalgie surtout. Par la mise en parallèle de l'étendue ancienne de l'Empire – pourtant vide – et des régions où le français, estime-t-on, a des chances de survivre – le Québec – elle alimente la vision d'une Amérique ou d'un Canada assimilés, conquis par l'anglais ; d'un Québec transformé en *île au milieu d'un océan anglophone*, et seul territoire porteur de l'identité francophone. Le Québec incarnait désormais à ses propres yeux les forces vives de la communauté francophone. Parallèlement, il considérait de plus en plus les cousins hors Québec comme une cause perdue. Cette diversité des représentations de la francophonie nord-américaine, qui met en compétition un modèle d'État-Nation, le Québec, et un autre d'intégration à une identité plus vaste, consubstantielle au fait français à son heure de gloire, le Canada de la Nouvelle-France, illustre en fait l'éclatement des identités francophones.

La naissance d'une nation québécoise

- 24 Avec la Révolution Tranquille qui débute en 1960, processus de modernisation accéléré de la société et de l'État québécois, la religion n'est plus un critère d'identité aussi déterminant que par le passé. En revanche, le français, langue officielle du Québec, est la cause qui anime les argumentaires politiques du Parti Québécois et que ne répudie pas le Parti Libéral du Québec⁴, c'est pour elle que les gens sont descendus dans la rue lorsque la Loi 101 a été abrogée par la Cour Suprême en 1988 pour être rétablie la même année par la Loi 178 du gouvernement libéral de Robert Bourassa. La force de ce point d'ancrage commun se retrouvait certes dans le nom même de la communauté, les Canadiens *français*.
- 25 Le « nous les Québécois », cependant, en renvoyant à une logique d'appartenance territoriale dans un cadre proprement provincial, d'où sont exclus les autres

francophones, a fait exploser cette identité commune, continentale, et sans territoire borné. L'ancienne communauté de destin a disparu, et si les Québécois peuvent apporter leur soutien aux revendications des autres communautés francophones du Canada, leur « libération » collective n'implique pas celle des autres (Juteau-Lee, 1983 : 47). Désormais, les *Canadiens-français* du Québec, qu'ils soient indépendantistes ou non, identifient leur destin avec celui du Québec, État créé par les Britanniques : dans ce débat politique, c'est la place du Québec au sein du Canada qui devient l'enjeu. Cette évolution de cette représentation de la nation, d'un peuple *canadien*, au territoire immense, non borné, et peu défini ; vers la représentation d'un État-Nation *québécois*, aux frontières précises et intangibles, et dont le territoire en vient à être identifié avec la nation, procédait de la graduelle mise en parallèle du fait majoritaire francophone dans le territoire québécois, et de la présence d'un appareil d'État (fût-il provincial) régissant ce territoire et dont les rênes étaient accessibles par la voie des urnes, d'où le slogan « Maîtres chez nous » du libéral Jean Lesage, pourtant fédéraliste convaincu, lors de son élection en 1960. Aujourd'hui, la notion de nation québécoise emporte non seulement l'adhésion des trois partis représentés à l'Assemblée nationale du Québec⁵, mais elle est reconnue par bon nombre d'intellectuels anglophones, comme Charles Taylor, professeur à l'université McGill de Montréal. Le 30 octobre 2003, le Parlement fédéral a repoussé une motion déposée par le Bloc québécois destinée à reconnaître que le Québec forme une nation. Si Ottawa s'efforçait de contester l'existence de cette nation québécoise, dans la bataille politique qui opposait, jusqu'en 2003, le gouvernement souverainiste du Québec aux libéraux fédéraux, force est de constater que son existence avait été reconnue par le premier ministre fédéral Lester B. Pearson, qui déclarait en 1963 : « Même si le Québec est une province dans cette Confédération, il est plus qu'une province, car il est le foyer d'un peuple : c'est pourquoi il est juste de dire qu'il est une nation au sein de la nation » (dans McRoberts, 1998 : 88). Et même suite à ce vote du 30 octobre 2003, Stéphane Dion, le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales, a expliqué que ce n'était pas l'idée de nation québécoise que le gouvernement fédéral contestait, mais le lien que le Bloc québécois cherchait à établir avec le droit de retrait des programmes fédéraux. Le 31 octobre 2003, c'est à l'unanimité qu'une résolution affirmant que le Québec constitue une nation a été adoptée par l'Assemblée nationale du Québec.

L'avènement concurrent de deux représentations nationales

- 26 La naissance de la notion de nation canadienne est presque aussi récente que celle de nation québécoise. Lors de la fondation de la Confédération, en 1867, le Dominion du Canada n'était pas conçu, comme l'avènement d'une nouvelle nation, bien au contraire : l'union des colonies britanniques d'Amérique du Nord devait surtout faciliter la défense des terres de l'Empire face au voisin américain, perçu, à tort ou à raison, comme expansionniste. Après la guerre de Sécession, Londres avait décidé de retirer ses troupes et de confier la défense des colonies à un gouvernement qui unirait leurs forces. Le gouvernement fédéral n'incarnait pas, aux yeux des colonies qui acceptaient de se fédérer, le reflet d'une quelconque nouvelle nation à laquelle elles souhaitaient adhérer, mais bien simplement un système administratif commode, et destiné à préserver l'ordre impérial. Ainsi, le Premier ministre du Canada, Sir John A. Macdonald, déclarait en 1891 : « Je suis né britannique et mourrai britannique » (cité par McRoberts, *op. cit.* : 22). Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale que s'est développée une identité nationale canadienne, alors pourtant même que le Canada était formellement indépendant du

Royaume-Uni depuis le Statut de Westminster de 1931. Ottawa a entrepris de prendre des mesures destinées à promouvoir ce sentiment national. En 1946 est adoptée la loi sur la citoyenneté canadienne, lui conférant un statut distinct de la citoyenneté britannique. En 1949, la Cour Suprême devient l'ultime recours judiciaire, cependant qu'est aboli le droit de porter des causes devant le Comité judiciaire du Conseil privé de Londres. C'est à partir du début des années 1950 que le terme de « Dominion » est discrètement écarté, et qu'Ottawa commence à parler de « nation » canadienne (McRoberts, *op. cit.*). Le drapeau unifolié canadien, sur lequel ne figure plus l'*Union Jack*, ne date que de 1965.

La constellation francophone

- 27 Avec l'avènement d'une société laïque, le déplacement de cette représentation identitaire du *Canadien* vers le *Québécois* s'est opéré d'autant plus rapidement que le Québec présentait l'avantage d'être un État dans lequel les francophones, les futurs Québécois, étaient majoritaires (fig. 2). Ils étaient donc à même de s'emparer des leviers de commande politiques, mais aussi économiques, ce qui représentait une forte rupture dans les représentations sociales canadiennes-françaises et catholiques, pour lesquelles le monde de l'industrie était inaccessible. Mais ce glissement identitaire a eu d'importantes conséquences sur les francophones hors Québec. Cette rupture du « nous les Québécois » a induit chez les autres communautés, une nouvelle recherche identitaire, dont l'évolution dénote, là aussi, la quête d'une certaine identité territoriale : ainsi en témoignent les appellations *Franco-Ontarien*, apparue au cours des années soixante, *Franco-Manitobain*, *Franco-Albertain* ; puis *Ontarois*, *Fransaskois*. Le nom *canadien-français* a été abandonné par la plupart des associations et organismes de revendication.

Figure 2 : Le territoire québécois

(source : ministère des Ressources naturelles du Québec, Faune et parcs, <http://www.mrn.gouv.qc.ca/territoire/portrait/portrait-coup.jsp>, 2002 ; Institut de la Statistique du Québec)

- 28 C'est ainsi à la prolifération des identités, des référents culturels des francophones du Canada que l'on assiste, aux dépens de l'identité commune. Des deux pôles initiaux – Canadien et Acadien – se sont séparés de nombreux rameaux. Si, un temps, une relative communauté d'origine s'est maintenue autour de celle de la langue – les Canadiens français –, les référents territoriaux ou supposés tels se multiplient aujourd'hui. La communauté francophone ressemble de plus en plus à une constellation d'identités bâties sur des espaces définis et séparés, évoluant dans des directions divergentes, et non plus sur un espace diffus à la géographie mouvante.

Le Nord ou la Force du Québec

- 29 Lorsqu'a commencé à s'imposer l'amalgame entre État et territoire québécois, le premier défendant et incarnant le second, le second lui donnant sa légitimité, les Québécois ont oublié que les Britanniques ont été les instigateurs de ce territoire qu'ils ne reconnaissaient pas initialement. Le Québec a dès lors été pensé comme un ensemble homogène culturellement et légitime dans ses frontières, une conception dont la fonction était d'en effacer le passé britannique : puisque cet État était le pays des Québécois, le territoire où ils disposaient d'une forte majorité, il présentait aux yeux des francophones une légitimité autrement crédible que celle accordée par Londres ! La légitimité de l'État-Nation du Québec s'incarne désormais dans le rôle de pays francophone en Amérique du Nord, dans l'idée d'une île au milieu d'un océan anglophone. « De la colonisation des

Appalaches et des Laurentides, au projet hydroélectrique de la baie James, se retrouve l'opiniâtre obsession d'une territorialité définissant l'être » (Bureau, 1984 : 158).

- 30 C'est un géographe, Robert Bélisle, qui a lancé, en 1942, dans le *Bulletin des Sociétés de Géographie de Québec et de Montréal*, un appel au développement économique et social de la Province, sous l'égide de l'administration, prélude à la Révolution Tranquille. Pour Bélisle, le Québec était le pays des Canadiens français : s'y trouvait un État qui pouvait prendre les leviers de développement économique en fonction des choix de la majorité francophone. D'autres initiatives entendaient fixer le territoire du Québec dans la conscience collective, notamment par l'appropriation de l'espace du Nouveau-Québec, relativement délaissé. Dans ce but, il importait donc que le gouvernement contrôle son territoire, afin de le gérer, de l'aménager, d'en maîtriser les limites. En effet, une fois posée l'identité entre État québécois et territoire de la nouvelle nation québécoise, le gouvernement québécois s'est efforcé d'associer prise de contrôle de son territoire et développement économique du Québec : il pouvait ainsi accroître la prospérité de la province, mettre en valeur un territoire sur lequel il affirmait, par le même processus, sa pleine juridiction, son plein contrôle. Cette combinatoire prenait toute sa valeur d'affirmation nationale dans le Nord, territoire vierge, mythique, riche de ressources naturelles et auquel le gouvernement québécois s'était, jusque-là, peu intéressé.
- 31 C'est notamment sur les questions de la production hydroélectrique et de l'exploitation forestière, toutes deux ressources importantes associées aux espaces nordiques, que le caractère indissociable de ces deux entreprises se trouve illustré, du fait de l'intensité des débats qu'elles ont suscités et continuent d'alimenter, car, autant certains groupes ou une partie de l'opinion ont pu s'opposer avec force aux projets gouvernementaux, autant les enjeux économiques certes, mais aussi géopolitiques, au sens très fort de contrôle du territoire, étaient perçus comme cruciaux par le gouvernement.

L'hydroélectricité

- 32 Le Nord est présenté comme d'autant plus important que la plupart des grands projets de barrages hydroélectriques au Québec, la principale source d'énergie, sont prévus dans cette région (fig. 3). Les rivières plus méridionales sont déjà harnachées, le nucléaire et le thermique peu populaires, et ce d'autant plus que le public considère les fleuves du Nord comme des ressources nationales à exploiter. Après la fin de l'aménagement de la rivière La Grande, les Amérindiens se sont opposés à la construction du nouveau complexe de la rivière Grande Baleine. Le Conseil du Patronat du Québec, Hydro-Québec et le Gouvernement présentaient la réalisation de cette série de barrages comme vitale pour l'économie de la province. Il faut dire que la vocation de la compagnie productrice, Hydro-Québec, a beaucoup évolué depuis la nationalisation de l'électricité en 1962 : d'entreprise publique dont l'objectif était la fourniture, au plus bas prix, de courant électrique à l'ensemble de la population, elle a peu à peu introduit des tarifs différentiels dans le but de conquérir des marchés, puis s'est transformée en entreprise pourvoyeuse de dividendes considérables pour le gouvernement ; 357 millions \$ en 1997, 539 millions en 2000, 763 millions en 2002. Les exportations d'électricité ont représenté 7,2 % du chiffre d'affaires d'Hydro-Québec en 1991, puis 9,9 % en 1998, 21,7 % en 2000 et 30,2 % en 2002⁶.

Figure 3 : Les centrales électriques au Québec, 2003

(source : Hydro Québec, <http://www.hydroquebec.com/production/hydroelectrique/index.html>, 2003)

- 33 S'ajoutant à ces considérations économiques et financières, des objectifs géopolitiques sont inscrits dans ces gigantesques projets hydroélectriques : alors qu'il était ministre libéral des Ressources Hydrauliques, René Lévesque concevait l'électricité comme l'outil « [permettant] d'être demain les maîtres de notre destinée et les dessinateurs de la vie américaine de l'est, tributaire du Québec [pour son approvisionnement électrique] » (R. Lévesque, 1962, cité par Murray, 1976 : 220).
- 34 La dimension géopolitique de ces grands projets dans un Nord québécois jusque-là ignoré n'échappait pas au Premier ministre libéral, M. Robert Bourassa, ardent promoteur de ces outils de « conquête du nord québécois » (Bourassa, 1973 : 12). Par ces grands projets, écrivait-il, « nous nous aventurons au-delà de la vallée du Saint-Laurent. Nous faisons reculer nos frontières et nous prenons possession de toutes nos ressources⁷ ». L'objectif économique de René Lévesque permettait au gouvernement québécois d'investir un territoire nordique qui ne l'avait guère intéressé jusqu'alors. René Lévesque a créé la direction générale du Nouveau-Québec, certes pour donner corps à son ambition économique, mais aussi pour contrer la présence exclusive du gouvernement fédéral sur ce territoire.
- 35 L'électricité et les barrages étaient les symboles de la maîtrise technologique du Québec, du contrôle de son territoire. Ils gonflaient de fierté sa population francophone, lorsqu'elle voyait l'image de sa force matérielle et la puissance qu'elle détenait, à la fois sur les espaces du Nord et sur les voisins américains.
- 36 C'est cet enjeu implicite qui rendait le débat sur l'aménagement du bassin de la rivière Grande Baleine aussi tendu et houleux au Québec. Les Amérindiens, en particulier les Cris, et les écologistes se sont massivement mobilisés, à grand renfort de publicité, contre un

projet qu'ils jugeaient désastreux. Face à des prises de position très fortes qui comparaient le Québec à l'Afrique du Sud, ou l'inondation de terres à un génocide des Amérindiens, ou encore les projets de la baie James à des chambres à gaz, la population québécoise s'est crispée sur la question des barrages d'Hydro-Québec. Pour vital qu'ait pu être le projet de la rivière Grande Baleine, face à l'ampleur de l'opposition, le gouvernement québécois a préféré abandonner son projet en 1994... mais le nouveau gouvernement libéral a décidé de le réactiver en 2003.

L'exploitation forestière : « L'Erreur boréale »

- 37 Les entreprises qui œuvrent dans le secteur du papier et de l'exploitation forestière se sont trouvées confrontées, au printemps 1999, à un très vif débat public provoqué par la sortie du film *L'Erreur boréale*, produit par le cinéaste Robert Monderie et le chanteur Richard Desjardins. Ils y exposent la thèse selon laquelle les compagnies forestières, en accord tacite avec le gouvernement québécois, surexploitent la forêt boréale en remontant de plus en plus vers le nord, sans que l'on se soit penché sérieusement sur la capacité de la forêt à se régénérer suffisamment vite et à l'identique.
- 38 Il est vrai que Desjardins avance un certain nombre d'arguments qui méritent débat. Par exemple, comment se fait-il que l'on accorde aussi facilement de vastes contrats d'exploitation des forêts pourtant publiques, exploitation garantie pour des termes de 20 ans, alors que le reboisement est encore financièrement à la charge du gouvernement ? Comment se fait-il que l'on exploite des forêts aussi intensivement alors que l'on ne connaît pas encore très bien leur comportement au nord du 50^e parallèle ? Sur quelles bases peut-on affirmer que la pratique à une telle échelle de la coupe à blanc (pudiquement renommée « coupe avec protection de la régénération et des sols », CPRS) garantit le renouvellement de la forêt, un postulat remis en cause par plusieurs ingénieurs forestiers ? Pourquoi autorise-t-on l'exploitation dans les parcs provinciaux, censés être des réserves fauniques ?
- 39 Sans trop s'attarder sur le fond du film, conçu plus comme un vigoureux pamphlet que comme un rapport scientifique, ce qu'il importe de souligner, c'est l'ampleur de la réaction du public et du gouvernement. Le débat n'était pas absent : régulièrement, de nombreux groupes de citoyens déposaient des requêtes pour que le gouvernement réexamine sa politique d'exploitation forestière et la rende plus transparente. Mais *L'Erreur Boréale* a connu un succès trop important pour que ce débat puisse être confiné, cette fois-ci, à des commissions d'audiences publiques et à des rapports peu lus.
- 40 Selon un sondage publié en avril 1999, 74,5 % des Québécois estimaient que les compagnies forestières « saccageaient les forêts du Nord québécois » ; 87,1 % étaient d'avis que le gouvernement devait « faire cesser les méthodes actuelles d'exploitation des forêts publiques, particulièrement les coupes à blanc sur de grandes superficies⁸ ». L'évêque d'Amos, dont l'économie repose pourtant en grande partie sur l'exploitation des forêts, a salué la sortie du film et le « courage et la lucidité » de ses auteurs, qui ont osé « crier sur la place publique cette erreur – je suis porté à dire cette horreur – qu'est la gestion actuelle de la forêt publique québécoise⁹ ».
- 41 Cette réaction du public contraste vivement avec celle du gouvernement du Québec. Par la bouche du ministre des Ressources naturelles, M. Jacques Brassard, celui-ci a dénoncé les risques pour la crédibilité de l'industrie forestière québécoise à l'étranger. Certes, M. Brassard a longuement exposé, dans une lettre à Richard Desjardins et Robert Monderie,

quelles étaient les dispositions légales qui feraient de la foresterie québécoise un vrai modèle. Mais il n'a pas répondu sur le fond des arguments. Bien au contraire, il s'est évertué à disqualifier le film en le qualifiant de « destructeur », de « dévastateur », « d'assommoir pour l'industrie forestière québécoise » qui garantit tant d'emplois au Québec¹⁰ : bref, à présenter Desjardins comme certes mal informé, mais surtout peu doué de sens civique.

- 42 Bien plus, le ministre Brassard s'est lancé dans un réquisitoire nationaliste contre les thèses du film, en appelant du « droit du peuple québécois au développement en misant sur ses ressources naturelles », un droit que *L'Erreur Boréale* semblerait compromettre... C'est en fait cette dimension de l'argumentaire gouvernemental qui souligne la dimension géopolitique de la question : le gouvernement assoit son autorité, sur un territoire qu'il contrôlait peu il y a encore quelques dizaines d'années, par l'intermédiaire des compagnies forestières. Cette prise de contrôle suppose l'exploitation d'une ressource naturelle, ce qui permet l'expansion d'une économie québécoise forte et indépendante. Là encore, l'approche est double : par une politique de développement systématique des ressources naturelles de la province, assurer le contrôle du territoire, qui lui même pérennise la croissance des entreprises. Il s'agit d'une approche fordiste, très instrumentale du territoire à deux fins : garantir le développement de l'économie québécoise ; garantir la rentabilité des ressources naturelles exploitées sur un territoire d'autant plus national qu'il contribue, grâce à la planification gouvernementale, au développement économique.
- 43 Un rapport du Sénat canadien, rendu public le 29 juin 1999, confirme que la forêt boréale canadienne est menacée certes par les problèmes de pollution, mais aussi par la surexploitation industrielle et la pratique systématique de la coupe à blanc¹¹. Bien plus : en octobre 2000, c'est une société forestière québécoise, Tembec, qui a dénoncé la politique de gestion forestière québécoise qui finit par se retourner contre les entreprises privées : incapable de planifier correctement, le gouvernement force les entreprises à réduire drastiquement les coupes lorsqu'il constate l'ampleur de la déforestation, en Gaspésie par exemple, où Tembec a reçu la consigne de réduire ses coupes de 34 %¹². En fait, l'opinion publique, sans prendre entièrement fait et cause pour les thèses exposées dans *L'Erreur boréale*, semble ne plus accepter d'emblée l'équation que pose le gouvernement entre maîtrise du territoire, développement économique et épanouissement national : bref, le monopole de la définition de l'intérêt supérieur du Québec, longtemps privilège de l'État québécois qui incarnait la nouvelle conscience nationale des Québécois, semblerait peu à peu échapper aux autorités gouvernementales¹³.

La mystique de l'or bleu

- 44 Le gouvernement québécois, à l'automne 1997, s'était emballé pour un autre projet politico-économique : l'exportation de grands volumes d'eau douce. Relevant que 15 % des pays du monde souffraient déjà d'un manque d'eau et que le Québec possédait 16 % des réserves d'eau douce de la planète (une grossière erreur : en fait, pas plus de 3 %), de nombreux industriels et planificateurs se voyaient déjà devenir les « Arabes de l'eau¹⁴ ».
- 45 Un comité du ministère des Relations Internationales s'est penché sur le scénario d'un Québec devenu une puissance internationale de l'eau, très abondante dans le nord de la province. La viabilité économique des détournements massifs était envisagée par certains

comme non seulement acquise, mais garante d'une certaine prospérité pour le Québec, avec en prime la satisfaction morale de penser satisfaire un besoin vital de populations moins bien nanties dans cette ressource de vie. Plus récemment, c'est avec beaucoup de réticence que le gouvernement du Québec a accepté le moratoire sur les exportations d'eau douce décrété par le gouvernement fédéral au printemps 1999, puis, sous la pression de l'opinion publique, a institué un moratoire provincial en décembre 2001 par la loi 58.

- 46 Outre ce rêve de puissance, la problématique renvoyait, encore une fois, à la recherche de l'exploitation maximale des ressources d'un vaste territoire nordique sur lequel il fallait affirmer la souveraineté du Québec. Il y avait aussi le rêve d'un instrument de prestige : « avec son eau, un Québec souverain pourrait se tailler une place sur l'échiquier international », disait en 1997 Sylvain Simard, le ministre des Relations internationales du gouvernement du Parti Québécois de 1994 à 2003¹⁵. Ce sont les développements technologiques qui ont sonné le glas de cette vision d'une puissance de l'eau : le coût du dessalement a diminué de 60 % au cours des dix dernières années. La mise au point de procédés abordables et efficaces de filtration membranaire par osmose inverse rend non rentables les projets d'exportation d'eau par bateau, puisque le coût du mètre cube dessalé gravite aujourd'hui entre 0,55 ¢ et 1,10 \$, tandis que le coût de l'eau transportée par bateau oscille entre 1,25 et 1,50 \$ (Lasserre, 2003 : 102, 104). De fait, l'homme d'affaires Jean Coutu, qui s'était montré intéressé au projet d'exporter de l'eau depuis le port de Sept-Îles, a jeté l'éponge en 1999, les coûts et les investissements rendant illusoire – pour le moment ? – la rentabilité de telles entreprises.

Conclusion

- 47 La colonisation était avant tout un projet géopolitique : il s'agissait de s'emparer du sol, de conquérir le territoire avant l'immigrant étranger. Si, pour certains, la reconquête de l'espace canadien, au sens de l'Empire, constituait l'objectif de cette colonisation, pour la plupart des apôtres de ce mouvement, il s'agissait d'étendre le territoire de la nation, de fonder la territorialité de la nation canadienne française dans la conscience collective. La plus grande province du Canada cultive son image territoriale. De découpage administratif britannique, elle est devenue l'État francophone par excellence en Amérique du Nord. Mais les murailles de ce bastion du français face à l'océan anglophone n'ont pu être édifiées que parce que l'idée d'immense pays des Canadiens-français a été abandonnée. Cet abandon s'explique parce que ce pays était jugé indéfendable contre le poids démographique et culturel anglophone.
- 48 Avec la naissance de l'identité nationale québécoise, le territoire de la province de Québec, au départ simple entité administrative coloniale, s'est vu investi d'une nouvelle valeur : celle de territoire national. C'est sur ce territoire que porte le projet national, et non sur les territoires francophones du Canada. Certes, après la défaite électorale du Parti québécois en avril 2003, on pourrait penser que la question nationale est en déclin. Ce ne serait pas la première fois que le PQ perdrait les élections législatives, sans pour autant que la représentation nationale des Québécois faiblisse, tant il est vrai que le PQ n'est pas le seul dépositaire du discours national québécois. Et l'option indépendantiste, quoiqu'affaiblie, n'est pas moribonde : un sondage, publié en novembre 2003 par le Conseil pour l'Unité canadienne, peu susceptible de souverainisme, relevait une hausse des opinions favorables à la souveraineté du Québec, l'appui à cette option passant de

41 % en avril 2003 à 47 % en septembre. De fait, c'est une constante politique depuis 1962 : les projets gouvernementaux de développement économique, destinés, chez les gouvernements québécois successifs depuis le début de la Révolution Tranquille, à permettre l'affirmation nationale au sein du Canada et de l'Amérique du Nord, rejoignent la problématique de légitimation du territoire de la nation québécoise. Ces deux projets se complètent si bien que toute remise en cause de l'exploitation des ressources naturelles du nord québécois prend vite une tournure qui n'a plus rien d'économique : il en va du droit d'exploiter les ressources nationales, d'affirmer la souveraineté nationale, de s'affirmer comme peuple autonome. La mise en valeur systématique des ressources se trouve incarnée, programmée dans le slogan électoral qui reporta les Libéraux au pouvoir en 1962, justement sur le thème de la nationalisation de l'électricité : « Maîtres chez nous ! »

- 49 Des grands espaces continentaux au territoire national québécois, la représentation du territoire des francophones du Canada a ainsi subi de considérables évolutions. Mais, au-delà de ces mutations, de l'éclatement des représentations francophones, de la transformation de l'espace parcouru en espace vécu, puis en espace national, se pose la question des relations entre cette nouvelle représentation ; celles des Canadiens anglais ; ainsi que celles des Amérindiens et des Inuit, puisque ces derniers ont, à leur tour, développé des représentations territoriales nationales sur le modèle occidental et affirment leurs revendications politiques et territoriales (Lasserre, 1993 : 1-14 ; 1994 : 99-118 ; 1998). Leur caractère exclusif peut s'accommoder de la notion de citoyenneté canadienne, mais complique la gestion de la Confédération, doublant d'une dimension de concertation des nations, celle, plus traditionnelle, de confédération de provinces aux intérêts souvent divergents.

BIBLIOGRAPHIE

- BALTHAZAR (L.), 1986. – *Bilan du Nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 212 p.
- BOURASSA (R.), 1973. – *La Baie James*, Montréal, Éditions du Jour, 139 p.
- BRIMELOW (P.), 1986. – *The Patriot Game. National Dream & Political Realities*, Toronto, KeyPorter Books, 310 p.
- BUIES (A.), 1889. – *L'Outaouais Supérieur*, Québec, Darveau, n.p.
- , 1900. – *La Province de Québec*, Québec, Département de l'Agriculture, n.p.
- BUREAU (L.), 1984. – *Entre l'éden et l'utopie. Les fondements imaginaires de l'espace québécois*, Montréal, Québec/Amérique, 235 p.
- CLIFT (D.), 1989. – *The Secret Kingdom*, Toronto, McLelland & Stewart, 240 p.
- JUTEAU-LEE (D.), 1983. – « Ontariois et Québécois : relations hors frontières ? », dans Louder et Waddell, *op. cit.*, n.p.

- LASSERRE (F.), 2003. – « Les impacts des grands barrages du nord québécois. Entre ambitions géopolitiques, impacts environnementaux et sécurité énergétique », *Actes du 14^e Festival International de Géographie de Saint-Dié*, 10-12 octobre 2003, 17 p.
- , 1998. – *Le Canada d'un mythe à l'autre. Territoire et représentation territoriales*, Montréal/Lyon, HMH/PUL, 293 p.
- , 1994. – « Le sanglot de l'homme blanc : territoires et représentations autochtones au Canada », *Géographie et Cultures* (Paris), n° 11, p. 99-118.
- , 1993. – « Frontières, territoire, nation(s) : la boîte de Pandore canadienne », *Revue Belge de Géographie* (Bruxelles), CXVII, 4, p. 1-14.
- LOUDER (D.), WADDELL (É.), 1983. – *Du continent perdu à l'archipel retrouvé : le Québec et l'Amérique française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 292 p.
- MCROBERTS (K.), 1998. – *Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, Montréal, Boréal, 483 p.
- MORISSONNEAU (C.), 1978. – *La Terre promise : le mythe du Nord québécois*, Montréal, HMH, 212 p.
- MORISSET (J.), 1985. – *L'identité usurpée. 1- L'Amérique écartée*, Montréal, Nouvelle Optique, 161 p.
- MURRAY (V.), 1976. – *Le Parti Québécois. De la fondation à la prise du pouvoir*, Montréal, HMH, 242 p.
- PROULX (J.-B.), 1885. – *Le Canada - Le curé Labelle et la colonisation*, Imprimerie de l'Œuvre de Saint-Paul, Paris, n.p.
- SÉNÉCAL (G.), 1989. – « Les géographes et les idéologies territoriales au Canada », *Cahiers de Géographie du Québec*, 33 (90).
- WADDELL (É.), 1983. – « La Louisiane : un poste outre-frontière de l'Amérique française ou un autre pays et une autre culture ? », dans Louder et Waddell, *op. cit.*, n.p.
- WARKENTIN (J.), 2000. – *A regional geography of Canada : life, land, and space*, Prentice Hall (Canada), Scarborough, 640 p.
- WEINMANN (H.), 1987. – *Du Canada au Québec. Généalogie d'une histoire*, Montréal, L'Hexagone, 469 p.

NOTES

1. *Terre-Québec*, Paul Chamberland, 1964.
2. *L'Actualité*, Montréal, juillet 1992, p.29.
3. Compagnie de la Baie d'Hudson, Compagnie du Nord-Ouest notamment, véritables seigneurs en leurs terres concédées directement par le gouvernement anglais, puis britannique. Le sigle anglais de la Compagnie de la Baie d'Hudson, HBC (*Hudson's Bay Company*), devenait, dans la bouche de ses employés, *Here Before Christ*. Le siège de la Compagnie de la Baie d'Hudson a été transféré de Londres à Winnipeg en 1970 seulement. Encore aujourd'hui, celle-ci exploite une chaîne de grands magasins, appelée *La Baie*.
4. C'est une loi du gouvernement libéral de Robert Bourassa, la Loi 22 de 1973, qui a institué le français langue officielle du Québec. La Loi 101 de 1977, votée par le gouvernement du Parti Québécois, a repris ces dispositions et les a renforcées.
5. Soit l'Action démocratique (ADQ), le Parti québécois, indépendantiste, dans l'opposition, et le Parti libéral du Québec (PLQ), au pouvoir depuis avril 2003.
6. Bilans annuels d'Hydro-Québec, sur <http://hydroquebec.com>.
7. Cité par *L'Actualité*, 1^{er} septembre 1996.

8. *Le Devoir*, Montréal, 24 avril 1999.
 9. Évêque d'Amos, lettre au journal, *Le Devoir*, 1^{er} avril 1999.
 10. Cabinet du ministre des Ressources naturelles, Québec, 31 mars 1999.
 11. *Le Devoir*, 30 juin 1999.
 12. *Le Devoir*, 11 octobre 2000.
 13. Chantal Hébert, *Le Devoir*, 6 avril 1999.
 14. *L'Actualité*, 1^{er} novembre 1997.
 15. *L'Actualité*, « Le mirage de l'or bleu », 1^{er} novembre 1997.
-

RÉSUMÉS

La représentation territoriale des francophones du Canada a considérablement évolué depuis 1763. Autrefois vaste espace non borné, et défini par l'extension du peuplement francophone, l'idée du Canada français s'est évanouie avec l'émergence d'une représentation d'un État nation dépositaire d'un territoire propre, le Québec. De fait, soucieux de marquer son emprise sur un territoire présenté comme national, mais dont l'origine juridique demeure britannique, le gouvernement du Québec a développé la représentation du droit à l'exploitation économique systématique de ses richesses : ce discours traduit les préoccupations géopolitiques du gouvernement québécois d'asseoir l'idée d'une juridiction pleine et entière sur ce qu'il présente comme son territoire national.

The territorial image of the francophones in Canada greatly evolved since 1763. The idea of a vast and borderless French Canada defined as the sum of colonised places, gave way to the idea of a Québécois nation with a specific territory. Eager to assert its control over a territory that was said to be national, but with a British legal origin, the Quebec government developed the will to systematically exploit the economic resources of its vastness. This will conveys the desire to establish the idea of a full political legitimacy over what is described as the national territory.

INDEX

Index géographique : Canada, Québec

Mots-clés : colonisation, État, ressource, territoire

Keywords : colonization, nation, representation, state, territory, resource

AUTEUR

FRÉDÉRIC LASSERRE

Institut québécois des hautes études internationales, Département de géographie, Université
Laval - Québec, G1K 7P4 Canada,
Frederic.Lasserre@ggr.ulaval.ca